



GAZA

Halte aux crimes de guerre aux crimes contre l'humanité

La Fédération Internationale des Droits Humains et ses organisations membres demandent à Israël d'agir conformément à ses obligations en vertu du droit international et de s'abstenir d'attaques indiscriminées contre la population civile protégée de Gaza, et d'autoriser le retour des personnes déplacées dans le nord de Gaza. **Nous appelons également Israël à cesser les crimes internationaux, y compris le génocide en cours ainsi que les politiques de persécution, d'apartheid, de colonisation et d'annexion imposées au peuple palestinien, qui sont à l'origine de la situation actuelle en Palestine et en Israël et qui continuent de perpétuer et d'alimenter les violences actuelles.**

Des centaines de familles ont été entièrement rayées de l'état civil à Gaza. Plus de 1,7 million de Palestiniens et Palestiniennes ont été déplacés à travers Gaza.

Israël a pris pour cible des journalistes, du personnel médical, des ambulances, des écoles, des lieux de culte, des universités, des abris et des hôpitaux, ainsi que des infrastructures d'eau, d'électricité, de télécommunications et d'énergie, entre autres.

Dans cette attaque militaire, Israël a commis un certain nombre de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, qui se déroulent dans le contexte d'une colonisation, d'un régime d'apartheid qui durent depuis 75 ans et d'une occupation militaire illégale du territoire palestinien qui dure depuis 56 ans.

Depuis le 7 octobre, une offensive militaire est menée contre Gaza en représailles à l'attaque menée par des groupes armés palestiniens, notamment le Hamas et le Jihad Islamique, qui a entraîné la mort de 1 200 personnes, civiles et militaires. Les attaques indiscriminées contre les civils et les prises d'otages constituent des crimes de guerre. Ces actes doivent faire l'objet d'enquêtes et de poursuites indépendantes.

Depuis le début de cette campagne militaire, on estime que plus de 18 800 Palestiniennes et Palestiniens ont trouvé la mort, dont près de 10 000 enfants

Couserans-Palestine -16 Avenue d'Aulot- 09200 St-Girons
<http://www.couserans-palestine.fr/>

TSVP =>

et 4000 femmes, et que plus de 7 000 personnes sont toujours portées disparues ou sous les décombres, selon le ministère palestinien de la Santé. Plus de 42 000 personnes ont été blessées par les bombardements et n'ont qu'un accès limité aux soins. La grande majorité d'entre elles sont des enfants et des femmes, eux mêmes réfugiés ou descendants de réfugiés ; 16 ans de blocus par voie aérienne, terrestre et maritime ; une forme de punition et de persécution collectives bannies par le droit international et qui avait déjà rendu Gaza inhabitable. Maintenant, Israël impose un « siège complet », interdisant toute entrée de nourriture, de carburant, de fournitures médicales, d'électricité et d'eau depuis le 9 octobre pour les 2,3 millions de Gazaoui-es.

Le 7 octobre, Ariel Kallner, élu de la Knesset, a lancé un appel pour « **un seul objectif : la Nakba ! Une Nakba qui éclipsera la Nakba de 1948** ».

Il s'agit de loin de la pire campagne de massacres menée contre le peuple palestinien depuis la Nakba (catastrophe pour les Palestiniennes et Palestiniens) en 1948, qui a vu le déplacement forcé de centaines de milliers de Palestiniens : la majorité des victimes d'aujourd'hui sont déjà des réfugié-es ou des descendants des réfugié-es.

Les droits humains sont dangereusement mis à mal de part et d'autre de la Ligne verte y compris dans les prisons israéliennes.

Israël soumet ainsi le peuple palestinien à diverses formes d'oppression et de mesures répressives. Celles-ci incluent le recours systématique à la force excessive et meurtrière, à l'approbation et à l'autorisation de la violence exercée par des colons, y compris en les armant davantage, au resserrement des restrictions de circulation, à une campagne massive d'arrestations arbitraires, à des mesures de rétorsion contre les Palestiniens dans les geôles israéliennes, à la répression des droits à la liberté d'expression et de réunion contre les Palestiniens et Palestiniennes qui manifestent leur soutien aux leurs à Gaza, et au traitement dégradant des travailleurs et travailleuses de Gaza qui se trouvaient à l'intérieur de la Ligne verte le 7 octobre 2023, parmi d'autres mesures punitives.

Couserans-Palestine (09) regroupe 150 adhérents en Ariège, qui agissent :

- pour l'instauration d'un état palestinien souverain, indépendant, avec Jérusalem-Est comme capitale, dans les frontières d'avant la « guerre des six jours » de 1967, en application de la résolution 242 des Nations Unies ;

- pour l'application de la résolution 194 de l'ONU pour le droit au retour des réfugiés ;

- pour établir des liens de solidarité avec le peuple palestinien.

Couserans-Palestine agit avec le Collectif BDS 09 (Boycott-Désinvestissement-Sanctions contre Israël) pour que ce pays respecte enfin les résolutions internationales en libérant la Palestine !